



Conjoncture de rentrée

Thierry Pouch, Marine Raffray

chambres-agriculture.fr



Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**CHAMBRES
D'AGRICULTURE**
FRANCE

Conjoncture de rentrée

Plus d'un an et demi après le début de la guerre en Ukraine, la situation économique, que ce soit dans le monde ou en France, est encore incertaine. L'agriculture offre quant à elle une image contrastée tout en restant entachée d'incertitudes. Cette note a pour ambition de dresser un bilan le plus complet possible des productions, des prix, des charges, des échanges extérieurs agroalimentaires français. Outre que ce bilan est un exercice de rentrée habituel, il s'inscrit, comme l'an dernier, dans un contexte économique et géopolitique à la fois tendu et radicalement incertain. Il s'inscrit de surcroît dans un contexte de changements en cours pour l'agriculture française, tant par les transitions que par les décisions politiques à venir et qui auront des répercussions sur l'activité agricole (PLOA, élections européennes de 2024 avec renouvellement de la Commission).

Seront successivement traités :

- *L'état de la croissance économique en France et dans le monde ;*
- *L'évolution des productions végétales ;*
- *Les prix des produits de grandes cultures et les charges (coûts des intrants) ;*
- *Les productions animales et les prix ;*
- *La consommation alimentaire dans un contexte d'inflation ;*
- *Le commerce extérieur de produits agricoles et alimentaires*



Croissance économique

Contribuant à la création de la valeur ajoutée de l'économie nationale, le secteur agricole évolue dans un contexte macroéconomique international qui est, depuis plus de deux ans, à la fois agité et incertain. La croissance de l'économie mondiale, qui exerce une influence directe sur l'activité des agriculteurs, restera poussive jusqu'à la fin de l'année 2023, et il s'agit d'une trajectoire qui se maintiendrait en 2024 (+ 3 % de croissance de l'économie mondiale) (graphique 1). La croissance des pays émergents et en développement serait supérieure à celle des pays industrialisés. Dans cette catégorie, c'est l'Inde qui enregistre la croissance la plus élevée, de nature à tirer la croissance mondiale vers le haut (tableau 1). En revanche, le dynamisme économique de la Chine s'essouffle, ce qui peut entraîner des conséquences négatives sur ses importations de produits agricoles et alimentaires, au détriment d'une nation exportatrice comme la France.

Graphique 1

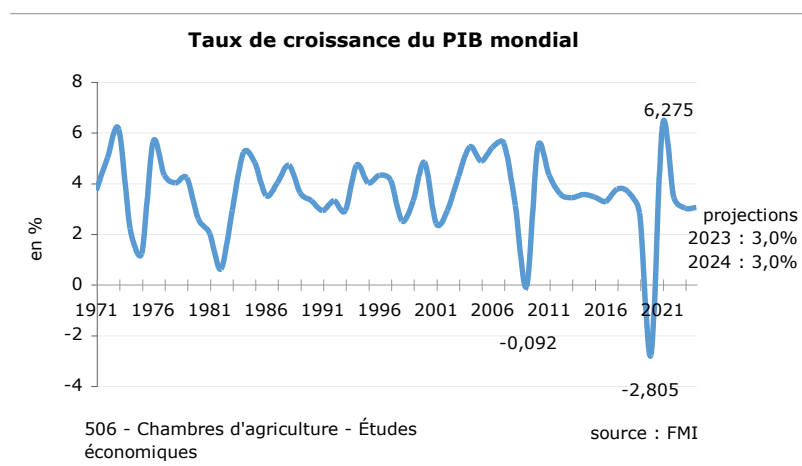


Tableau 1

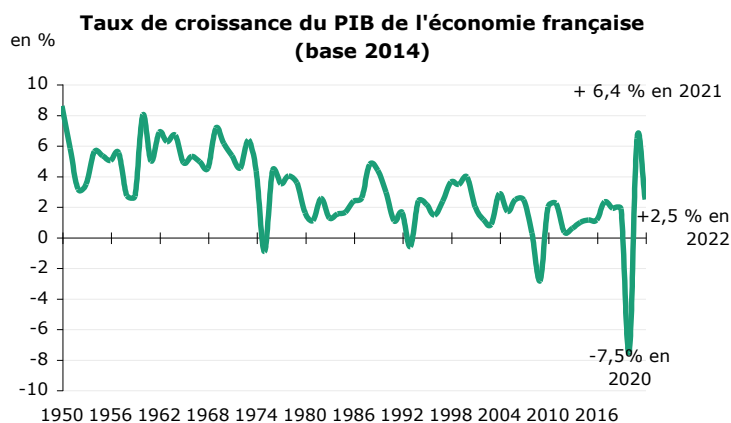
Croissance de l'économie mondiale (en % N/N-1)

	2021	2022	2023	2024
Monde	6.5	3.5	3.0	3.0
Pays avancés	5.4	2.7	1.5	1.4
Etats-Unis	5.9	2.1	1.8	1.0
Allemagne	2.6	1.8	-0.3	1.3
Japon	2.2	1.0	1.4	1.0
France	6.4	2.5	0.8	1.3
Pays émergents et en développement	6.8	4.0	4.0	4.1
Chine	8.4	3.0	5.2	4.5
Inde	9.1	7.2	6.1	6.3
Russie	5.6	-2.1	1.5	1.3
Brésil	5.0	2.9	2.1	1.2

Source : FMI - Perspectives de l'économie mondiale

i A noter quand même l'entrée en récession de l'Allemagne, l'un de nos principaux clients et fournisseurs de biens manufacturés et de produits agricoles et alimentaires. Concernant la France, la croissance a été de + 2,5 % en 2022, et, selon le FMI, serait bien plus faible en 2023 (+ 0,8 %) (graphique 2).

Graphique 2



2174 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : INSEE



L'état des récoltes et des productions végétales

Conditions climatiques

La campagne 2022-2023 a été marquée par des épisodes météorologiques très contrastés :

- un hiver sec. En moyenne sur le pays et sur la saison, la pluviométrie a été déficitaire de 25 % par rapport à la moyenne de la période 1991-2020, classant l'hiver 2022-2023 parmi les dix hivers les moins arrosés sur la période 1959-2023.
- Le printemps a néanmoins permis de renouer avec des précipitations dans les normales de saison pour la première fois depuis 2021.
- Au mois de juin, les températures ont été en moyenne dans le pays 2.6 °C au-dessus des normales, classant juin 2023 au deuxième rang des mois de juin les plus chauds sur la période 1900-2023 derrière juin 2003.

Grandes cultures

Le secteur des grandes cultures a été particulièrement agité depuis un an et demi, du fait de la guerre en Ukraine. La hausse des charges (énergie et intrants) a malgré tout été compensée en 2022 par une forte hausse des cours. Pour l'année 2023, en l'état actuel des estimations de récoltes, les résultats sont plutôt favorables, mais contrastés.

■ Echelle mondiale

La production de grains est estimée à 2,3 milliards de tonnes, de quoi couvrir la consommation mondiale (source : CIC). Les disponibilités en blé sont annoncées en légère baisse, avec 784 millions de tonnes contre 803 l'an dernier. Avec les stocks de report, les besoins peuvent être couverts. En maïs, la production est annoncée à 1,2 milliard de tonnes, en équilibre avec la demande mondiale. Le soja connaîtrait une hausse avec 400 millions de tonnes contre 368 un an plus tôt.

La récolte de grains en Russie atteindrait 125 millions de tonnes, en baisse par rapport à 2022 mais un niveau équivalent à 2017. La production de blé russe avoisinerait les 85 millions de tonnes, en baisse de 10 millions de tonnes par rapport à 2022. Il n'en reste pas moins que les exportations de blé russes seraient de l'ordre de 44 millions de tonnes en 2023. Evolution à mettre en regard des enjeux que représente le contrôle des terminaux portuaires en Mer Noire.

Quant à l'Ukraine, la production de grains recule fortement, passant de 87 en 2021 (avant la guerre), à 54 en 2023. La baisse de l'offre de blé est de l'ordre de 10 millions de tonnes, et celle relative au maïs de 22 millions de tonnes (24 en 2023 contre 42 en 2021). Cela exerce un effet négatif sur les exportations, puisque, avec moins de disponibilités, l'Ukraine ne pourra exporter en 2023 que 12 millions de tonnes de blé et 18 de maïs, contre respectivement 19 et 28 avant la guerre. Pour rappel, les exportations de produits agricoles entrent pour près de 15 % dans le PIB de l'Ukraine. Un regard sur les Etats-Unis montre que la production de grains serait en 2023 record, en dépit des aléas et des chocs climatiques (446 millions de tonnes, un record depuis 2016). Il est à noter que le blé ne fait plus partie des priorités des américains (47 millions de tonnes, en baisse régulière depuis 2017). En revanche, le maïs enregistre un record avec 384 millions de tonnes. La production de soja est estimée à 117 millions de tonnes.

■ France

Les premières estimations de récolte des cultures (d'hiver et de printemps) (en août), indiquent une bonne orientation des rendements et de la production, comparativement à 2022.

En céréales totales, la production avoisinerait 63,4 millions de tonnes, en progression de + 4,7 %. Le rendement moyen serait de l'ordre de 72 q/ha, contre 67,4 en 2022. En blé tendre, la hausse de la production serait de + 5,6 % (35,6 contre 33,6 millions de tonnes). Avec un rendement de 74,7 contre 71,7 q/ha. A noter la baisse de - 6,1 % de la production de blé dur, la production (1,3 million de tonnes) est la plus basse depuis un quart de siècle. En orge, avec une production de 12,2 millions de tonnes, l'accroissement sur un an est de + 6,5 %.



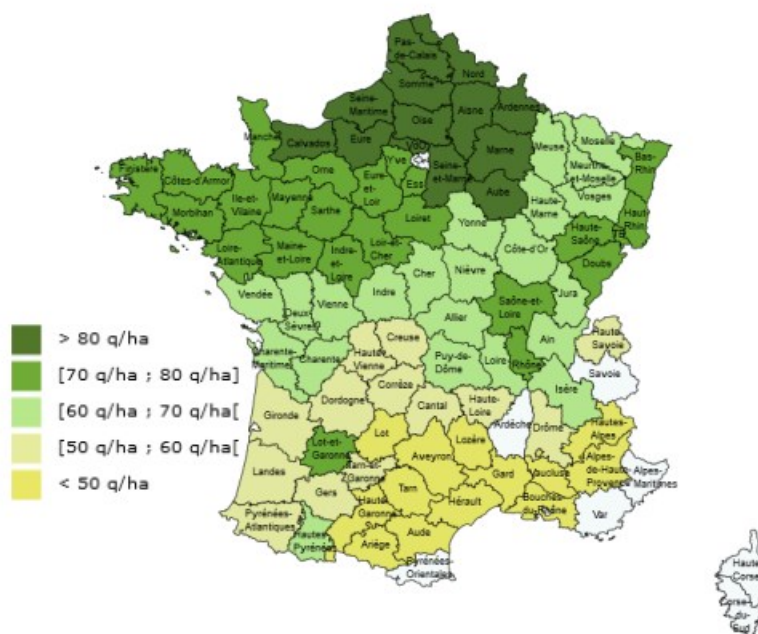
Pour ce qui est du maïs grains, après une année 2022 catastrophique, on observe un redressement de la production de + 3,6 % (11,2 millions de tonnes). Le rendement a dépassé les 85 q/ha, contre 75,6 un an auparavant. Même constat en maïs fourrage (14,8 millions de tonnes, + 8,4 % sur un an, pour un rendement de 120 q/ha).

En oléagineux, la production de colza progresse de près de 1 %, avec 4,3 millions de tonnes et un rendement de 32 q/ha.



Rendements du blé tendre en France par département

source : Agreste



Union européenne

Des situations très contrastées selon les Etats membres en grandes cultures. A la lecture du tableau 2, on observe que la France demeure le leader européen en grandes cultures.



Tableau 2

Unité : 1000 t		UE-27**	Allemagne	Bulgarie	Espagne	France	Hongrie	Italie	Pologne	Roumanie
Blé tendre	2021	130 022	21 252	7 071	7 455	35 396	5 128	3 053	12 119	10 404
	2022	126 758	22 369	6 174	5 388	33 694	4 050	2 760	13 385	9 149
	2023*	127 533	21 642	6 482	3 880	35 590	5 761	3 030	12 727	10 193
Blé dur	2021	8 065	207	49	770	1 593	162	4 065	...	30
	2022	7 148	218	56	628	1 346	136	3 690	...	30
	2023*	7 217	185	45	486	1 263	165	3 886	...	25
Orges	2021	51 885	10 411	683	8 864	11 455	1 712	1 060	3 018	1 981
	2022	51 966	11 207	603	6 621	11 418	1 540	1 124	2 822	2 007
	2023*	49 094	10 753	657	5 236	12 159	2 005	1 120	2 803	1 965
Maïs grain	2021	73 475	4 462	3 376	4 598	15 539	6 462	6 060	7 461	14 821
	2022	52 343	3 837	2 496	3 678	10 894	2 803	4 682	8 266	7 486
	2023*	62 850	3 951	3 330	3 149	11 171	6 943	5 108	7 741	11 852
Colza	2021	17 070	3 505	372	237	3 307	734	55	3 191	1 375
	2022	19 554	4 295	296	255	4 529	507	53	3 647	1 223
	2023*	19 142	4 212	244	208	4 339	592	66	3 361	1 702
Tournesol	2021	10 361	100	1 989	760	1 913	1 758	281	34	2 844
	2022	9 169	161	2 117	794	1 783	1 256	264	65	2 079
	2023*	10 618	62	2 064	704	1 980	2 129	267	56	2 714

Sources : Commission européenne, Eurostat, Agreste pour la France

données disponibles au 1er Août 2023

* prévisionnel

** calcul Agreste incluant la dernière estimation pour la France



Viticulture

La production viticole se situerait (estimation du début août 2023), aux alentours de 44-47 millions d'hectolitres, proche de la moyenne 2018-2022. La chute de 2021 semble définitivement effacée par les deux années 2022 et 2023. Estimation à prendre avec beaucoup de précaution, dans la mesure où, en raison du développement du mildiou dans les vignobles du Bordelais et du Sud-Ouest, et d'une sécheresse prolongée en Languedoc-Roussillon, les données ne sont pas encore totalement disponibles.

Il en découle que la géographie de la production viticole est fort contrastée, avec des régions où les volumes sont supérieurs à la moyenne 2018-2022, notamment en Bourgogne et en Alsace, et d'autres où ils sont inférieurs, dans une grande partie du Sud-Ouest notamment. Les prix des vins sont toujours orientés à la baisse, l'excès d'offre par rapport à une demande atone étant à l'origine de ce repli des prix.

Fruits

La production d'abricots est en recul de - 3 % en 2023/2022, à 124 000 tonnes. Un volume supérieur de 20 % à la moyenne 2018-2022. Les températures élevées des mois de juin et juillet ont favorisé la production d'abricots de bonne qualité. Toutefois, la persistance du déséquilibre offre-demande conduit à une baisse significative des prix, de l'ordre de - 15 à - 19 %.



Surface et production d'abricots

		Unités : surface : 1000 ha production : 1000 t			
Estimations au 01-Août-2023		Occitanie	Prov.-Alpes-Côte d'Azur	Auvergne-Rhône-Alpes	France
Surface en production	Total surfaces	4,1	1,5	5,5	11,3
	Evol 1 an *	6 %	-1 %	-5 %	-1 %
	Evol 5 ans **	0 %	-3 %	-10 %	-5 %
Production	Total production	43,5	18,7	59,4	124,0
	Evol 1 an *	-2 %	6 %	-6 %	-3 %
	Evol 5 ans **	8 %	23 %	29 %	20 %

* année précédente (statistique agricole annuelle) ** évolution par rapport à la moyenne 2018 à 2022 (stat agricole annuelle)

La **production de fraises affiche un repli de - 4 % par rapport à 2022** (74 500 tonnes, + 2 % par rapport à la moyenne 2018-2020). On observe une hausse des surfaces sous serres, qui compense le recul de celles en plein air. Par grande région, la baisse de la production est significative dans le Sud-Ouest (- 15 %), les autres régions enregistrant des hausses.

La faiblesse de la consommation de fraises, associée à un léger regain d'exportations a conduit à une contraction du déficit français.





Commerce extérieur français de fraises

	Quantité (tonnes)		
	Importations	Exportations	Solde
Monde	66 438	9 758	-56 681
U.E. à 27	60 996	5 234	-55 763
Pays-Tiers	5 442	4 524	-918
Espagne	47 822	389	-47 433
Maroc	3 990	ND	-3 990
Belgique	9 280	665	-8 614
Allemagne	1 495	1 118	-377
Pays-Bas	1 744	109	-1 635
Italie	109	2 282	2 173

Etabli au 01-Mai-2023

Source : Douanes

La production de pommes connaît une progression annuelle de + 9 %, se fixant à 1,6 million de tonnes. La progression des volumes est générale, à l'exception de la région PACA. La hausse la plus importante est due à la région Nouvelle-Aquitaine (+ 25 %).

En revanche, la production de poires affiche une baisse de - 8 % par rapport à 2021. Les variétés Guyot et Williams sont celles qui enregistrent les plus fortes baisses, respectivement - 22 et - 17 %.

Enfin, concernant le melon, la production fléchirait de - 8 %, à 273 400 tonnes, en raison d'une part d'une légère réduction des surfaces, et, d'autre part, d'une météo instable. Ce recul des volumes explique l'envolée du prix du melon.

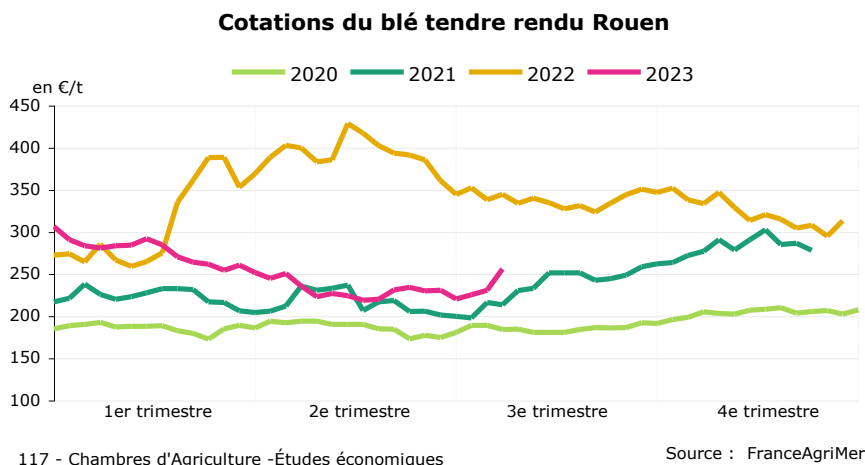
Des prix des grandes cultures très volatils

Après avoir enregistré une dynamique ascensionnelle particulièrement forte en 2022, les prix des produits de grandes cultures, notamment céréales et oléagineux, se sont repliés, à la faveur non seulement d'une offre mondiale abondante, mais aussi par l'impact de l'accord maritime signé en juillet 2022 entre l'Ukraine et la Russie, sous l'égide de la Turquie et de l'ONU. A partir de juillet, la baisse des prix se confirme, prolongeant une tendance qui s'est enclenchée dès la fin du premier semestre 2022. La parité dollar-Euro a également pesé dans le profil des cours des céréales.

Entre mai 2022 et avril 2023, le prix de la tonne de blé tendre avait perdu environ 200 €. Même si elle restait à un niveau encore élevé, la décélération était impressionnante (graphique 3). Avec les reconductions successives de l'accord maritime, le cours du blé cheminait sur une trajectoire baissière, jusqu'en juillet 2023, lorsque la Russie renonça à signer un nouvel accord prolongeant les précédents. Le prix du blé tendre a alors connu une nouvelle poussée, passant de 220 à plus de 250 € la tonne en quelques jours.

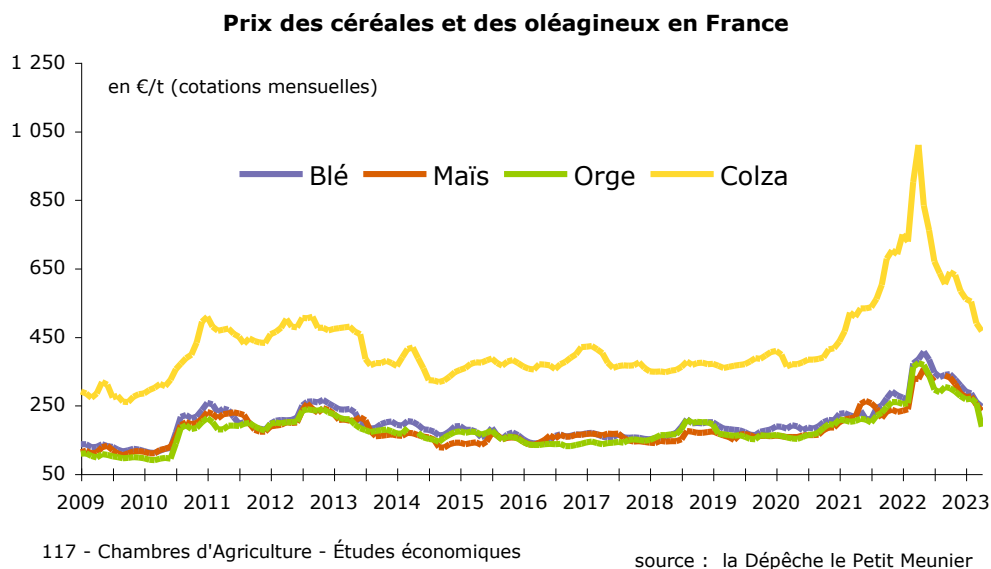


Graphique 3



La chute a été également vertigineuse pour le colza. Cette denrée, dont le prix avait franchi en 2022 la barre des 1 000 € la tonne, a vu son cours rejoindre des niveaux voisins de 500 € la tonne (graphique 4).

Graphique 4



En maïs, le cours a atteint son zénith en mai 2022, avec 360 € la tonne, pour se fixer aujourd’hui à 235 (maïs Bordeaux).

Il en découle que la période qui vient de s’écouler s’illustre par une grande volatilité des prix. La guerre en Ukraine (bombardements des zones maritimes et fluviales) exerce des effets sur la formation des cours, mais de façon sporadique. En effet, la poursuite actuelle de ces bombardements semble ne pas occasionner de puissant mouvement haussier. Il est vrai que, comme cela a été indiqué plus haut, l’offre mondiale est conséquente, en dépit des aléas climatiques, lesquels ne sont d’ailleurs pas uniformément répartis sur l’échelle de la planète. De plus, la Russie, en tant que premier exportateur mondial de blé, continue d’exporter à des prix moins élevés que ceux du marché. Les approvisionnements des pays les plus importateurs sont, de ce point de vue, globalement assurés, dressant un obstacle à une nouvelle phase de flambée comme en mai 2022.

Globalement, les prix agricoles à la production enregistrent au printemps 2023 en rythme annuel une baisse de - 9,5 %, pour la première fois depuis la fin de l’année 2020. Leur niveau demeure toutefois encore élevé, supérieurs de près de 17 % aux prix moyens de 2018-2022.



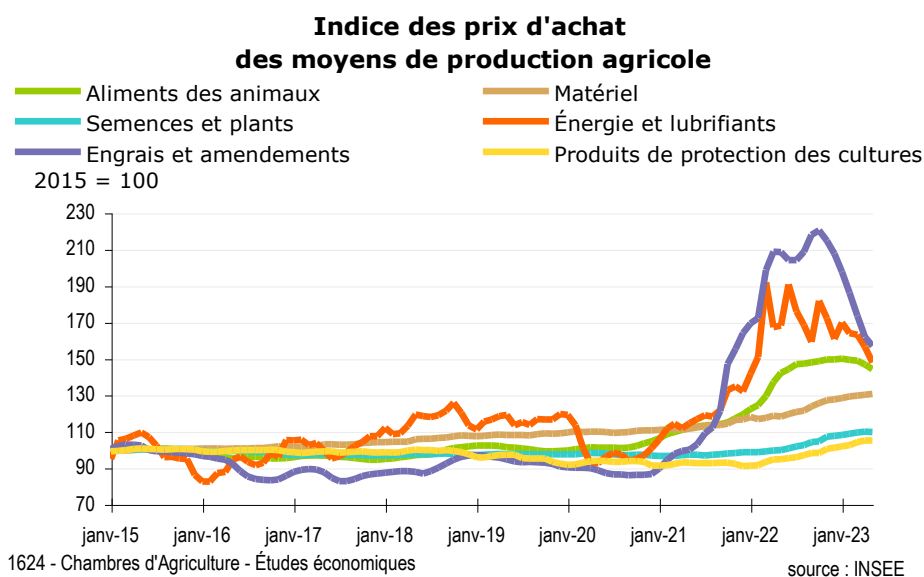
Cette tendance, indissociable des chocs de la pandémie et de la guerre, ont été à l'origine d'une inflation sur les prix des produits alimentaires, bien que celle-ci ralentisse depuis le printemps 2023. Après une hausse de + 16,9 % en mars, de + 15,7 % en avril, on tombe à +14,9 % en mai. Ce reflux de l'inflation ne modifie pas le moment en profondeur le comportement des consommateurs, comme on le verra plus loin.

Des prix des intrants sur une trajectoire également baissière

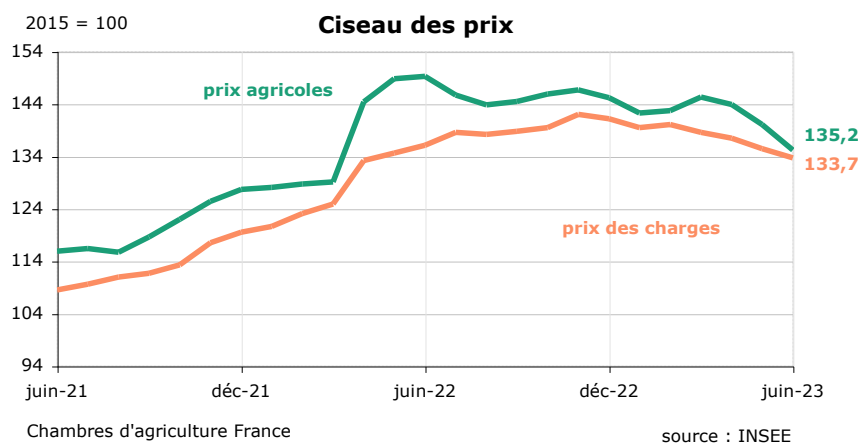
Après une année difficile sur le registre des prix des intrants, on observe une réelle détente depuis le début de l'année 2023. En avril puis en mai, pour la première fois depuis la fin de l'année 2020, les prix d'achat des consommations intermédiaires reculent en rythme annuel (- 3,8 % en mai) (graphique 5). Prix de l'énergie, des engrais et dans une moindre mesure des aliments pour animaux, se situent sur un sentier baissier.

L'incertitude pour les agriculteurs a trait au ciseau des prix, qui, s'il se mettait durablement en place, pourrait compromettre les résultats économiques des exploitations agricoles en France (graphique 6).

 Graphique 5



 Graphique 6

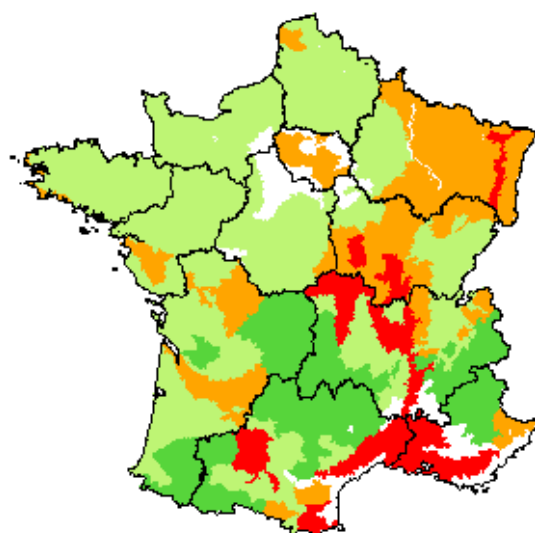


Productions animales : réductions des volumes et fermeté des prix

Prairies

Le déficit hydrique n'a pas été favorable à la pousse de l'herbe dans le quart Sud-Est de la France.

Indicateur de rendement des prairies permanentes, par région fourragère, au 20 juillet 2023



- Absence de données
- Déficit important : 75 % et moins ;
- Déficit faible : de plus de 75 % à 90 % ;
- Normale : de plus de 90 % à 110 % ;
- Excédent : plus de 110 %.

NB : L'indicateur de rendement des prairies permanentes Isop, à une date donnée, est égal au rapport entre la pousse cumulée à cette date depuis le début de la campagne et la pousse cumulée à la même date calculée sur la période de référence 1989-2018.

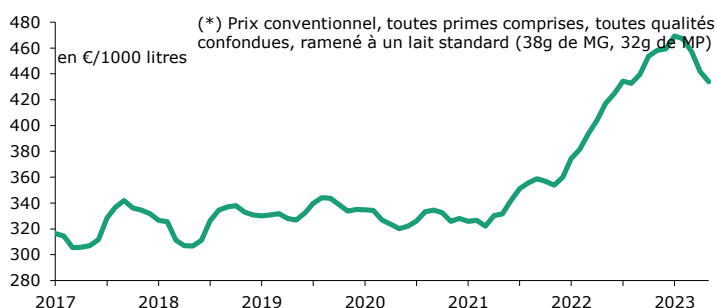
Source : Agreste - Isop - Météo-France - INRAE

Lait de vache

Le recul de la collecte s'aggrave sur les premiers mois de l'année 2023, à tel point que les volumes collectés sont redescendus, sur les quatre premiers mois de l'année 2023, au même niveau que ceux de 2010. Ainsi, de janvier à avril 2023, les volumes se situent -4,7 % en-dessous de la moyenne des années 2017 à 2021, alors que l'an passé, le repli n'était encore que de -2,6 %.



Prix du lait conventionnel payé au producteur en France (prix standard*)

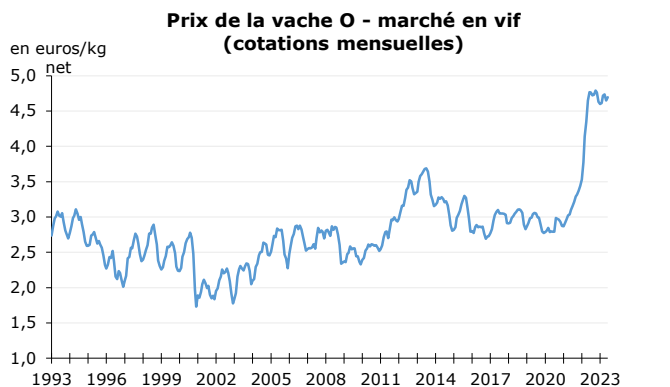


L'année 2022 a vu les prix du lait payés aux producteurs s'écarter de la moyenne des cinq dernières années. Entre 2017 et 2021, les prix oscillaient dans un corridor situé entre 300 et 340 euros les 1000 litres. Depuis début 2022, ils ont dépassé 370 €/1000 l, poussés par la baisse des livraisons de lait et la hausse des coûts de production, alimentation du bétail et énergie notamment. La détente des prix sur ces intrants a entraîné le début du repli du prix du lait.

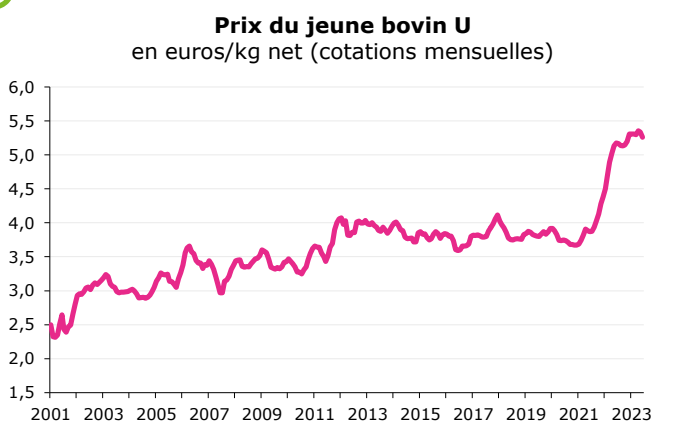


Viande bovine

Les tensions sur l'offre de bovins au niveau national, auxquelles se sont ajoutées les hausses de charges, ont tiré les prix vers le haut à partir de la fin de l'année 2021, les cours atteignant des niveaux inédits, au-dessus de 5 €/kg pour le jeune bovin U, de 4,5 €/kg pour la vache O sur le marché en vif.



122 - Chambres d'Agriculture - Études économiques Source : FranceAgriMer, FMBV



131 - Chambres d'Agriculture - Études économiques sources : FranceAgriMer, FMBV

Viande porcine

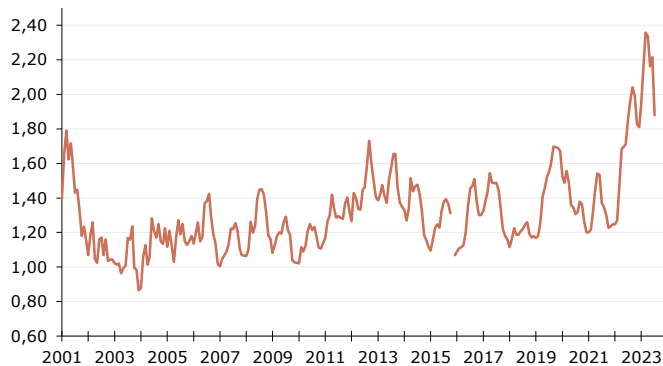
Le cheptel porcin est lui aussi en repli en France (12 millions de têtes en 2022), à un rythme s'accroissant ces deux dernières années (-3 % entre 2020 et 2021, -6 % entre 2021 et 2022 en nombre de têtes). Les effectifs étant en recul dans quasiment l'ensemble de l'Union européenne, la France garde son rang : elle représente 11 % des effectifs en 2022 (et 12 % en 2014). En revanche, il faut souligner l'ascension phénoménale de l'Espagne dans cette filière, qui a largement dépassé l'Allemagne et détient désormais pour 31 % des porcs européens. Du côté des abattages, la baisse est moins marquée, la France n'ayant vu les volumes d'abattages reculer « que » de -6,5 % entre 2021 et 2022. La filière porcine française, mais également européenne, a bénéficié de prix orientés à la hausse en 2022, du fait ici encore d'une offre limitée au regard de la demande.





Prix du porc au cadran - cotations mensuelles

en euros/kg net



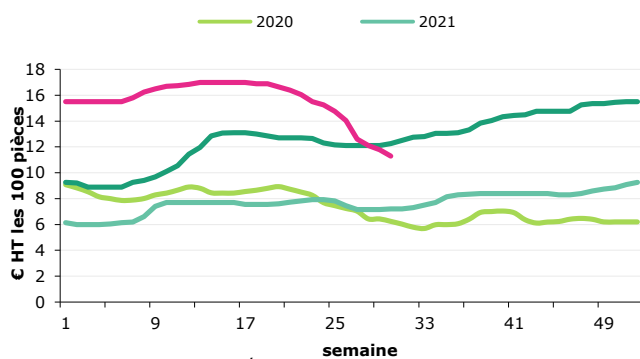
119 - Chambres d'Agriculture - Études économiques source : Marché du Porc Breton

Poulets de chair et œufs

Les filières volailles de chair et poules pondeuses ont été touchées par la grippe aviaire en 2021 et 2022, ce qui a affecté les niveaux de production. Alors que la consommation d'œufs augmente en France, et que la grippe aviaire fait peser un risque sur l'offre, le prix des œufs a connu une hausse spectaculaire courant 2022, passant du simple au double, avant de se replier au second trimestre de 2023. Les cotations du poulet PAC Label rouge ont quant à elles progressé de +25 % ces derniers mois.



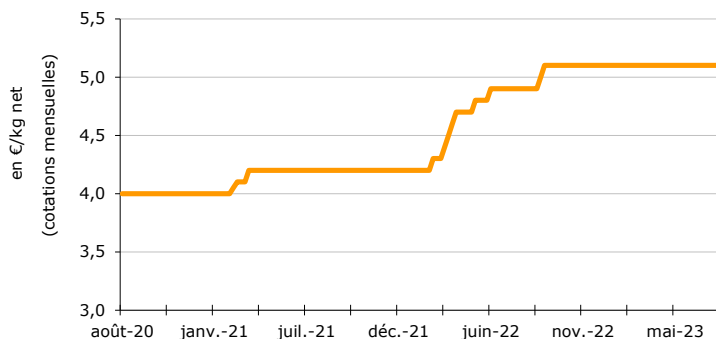
Cotation des œufs calibres 53-63g



137 - Chambres d'Agriculture - Études économiques source : RNM



Cotations du poulet Prêt à Cuire Label Rungis



420 - Chambres d'Agriculture - Études économiques source : RNM



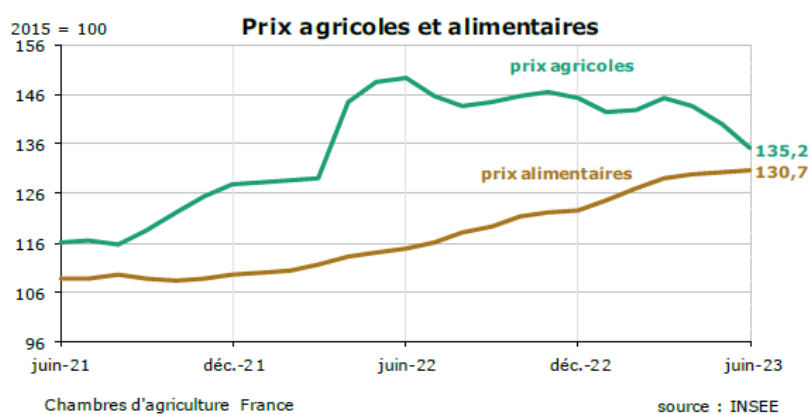
Dynamique de la consommation alimentaire en France

Contexte de hausse des prix alimentaires mais aussi des dépenses contraintes

L'alimentation n'est pas épargnée par le retour de l'inflation (graphique 7). En France, le coût de l'alimentation a progressé de + 13,7 % en un an (en juin 2023) et +20,3 % sur les deux dernières années, alors que l'inflation générale s'établit en-deçà, à +4,6 % sur un an et +10,6 % sur 24 mois. Une évolution paradoxale quand on constate le repli des cotations des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux. Un paradoxe qu'illustre l'indice FAO des prix des produits alimentaires. Celui-ci mesure la variation mensuelle des cours internationaux de cinq produits de base : il reflète donc les évolutions des marchés agricoles, pas des prix aux consommateurs. Aussi, si cet indice et les cours des matières premières agricoles refluent depuis plusieurs mois, ce n'est pas le cas des prix en aval.



Graphique 7



De telles hausses de prix ne sont pas sans conséquences sur les actes d'achat des Français. D'autant qu'elles s'inscrivent comme on le sait dans un contexte plus général d'augmentation du coût de l'énergie, des produits manufacturés, des services, ou encore des logements (l'indice de référence des loyers a d'ailleurs été plafonné à 3,5 % pour limiter la hausse des loyers). Si le poste énergétique a d'abord contribué à l'inflation en France à partir de 2021, l'alimentation a ensuite pris le relais et est devenue à partir du second semestre 2022 le premier poste contributeur à l'inflation. Ainsi, en avril 2023, l'alimentation expliquait 40 % de l'inflation, alors qu'elle ne représente en moyenne que 14 % des dépenses des ménages (en 2021).

De profonds changements ont donc été observés dans les comportements d'achat

- **Baisse marquée de la consommation alimentaire** (graphique 8) **depuis 2022. En mai 2023, les dépenses des Français pour l'alimentaire à domicile plongent de - 11 %** par rapport à la moyenne des années 2017 à 2019. Un signe du fait que, malgré son caractère essentiel, l'alimentation est une variable d'ajustement des ménages dans un contexte de budget contraint. D'autant que le poids des dépenses pré-engagées a augmenté. Il s'agit des dépenses pour lesquelles la réduction ou l'arrêt de la dépense ne peut être immédiat, car encadré par un contrat : loyer et factures liées au logement, abonnements de télécommunication, assurances... Le poids de ces dépenses s'élevait en 2017 à 19 % des dépenses des ménages du dernier



quintile de revenu (c'est-à-dire les 20 % de ménages au plus haut revenu), à 31,5 % pour ceux du premier quintile. Néanmoins, au sein de ce repli des achats, il est difficile de quantifier la part due au moindre gaspillage et à l'utilisation des fonds de placards après les phénomènes de stockage rencontrés pendant la crise sanitaire. On observe par exemple une diminution du nombre d'articles achetés à chaque passage en magasin et une augmentation de la fréquence d'achat¹, reflet d'une recherche d'ajustement des achats aux besoins.

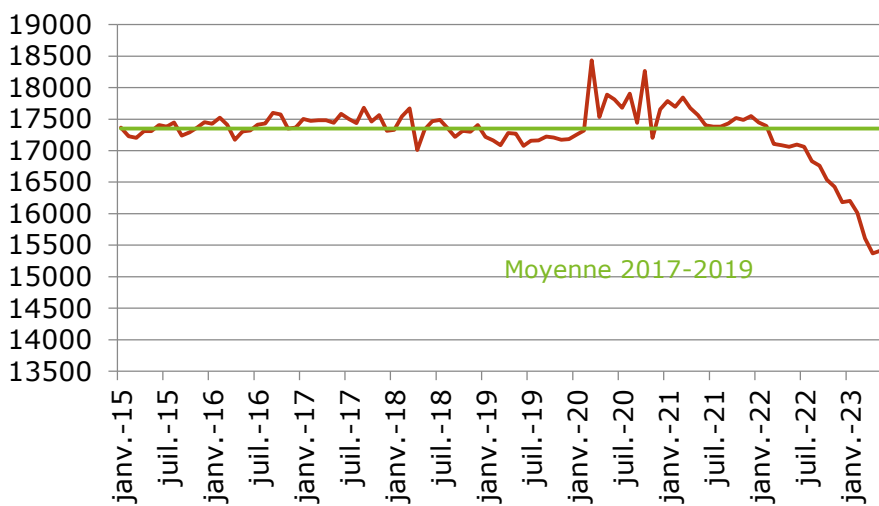
- Ce qui est certain en revanche, c'est que cette nette diminution des dépenses alimentaires n'est pas une conséquence de la reprise de la restauration hors foyer, qui aurait pu engendrer un report de la consommation à domicile vers les cafés, restaurants et restauration collective. En 2022, pour la restauration commerciale, la fréquentation est restée - 8,5 % en-dessous du niveau de 2019². Et ce sont principalement les catégories les moins aisées qui ont réduit leur fréquentation. Chez ces Français, la baisse atteint - 25 %, alors que la fréquentation a au contraire augmenté au sein des catégories aisées et de la moyenne supérieure (respectivement + 7 % et + 5 %).
- **L'alimentaire n'est pas le seul poste de dépenses à se voir réduit face à l'inflation, puisque les Français ont également dépensé moins en habillement, en équipement du logement (on notera la baisse des achats de téléphones), en lunettes, en voitures neuves et d'occasion, en parfums**³. D'après les données du paneliste Circana, sur les quatre premiers mois de l'année 2023, les volumes achetés en grande distribution sont en baisse de - 5,5 % dans le rayon épicerie salée, - 6,1 % sur les surgelés, ou encore - 6,4 % pour les spiritueux et champagnes, par rapport à l'an dernier. Les rayons de produits frais traditionnels sont également fortement touchés (poissonnerie, boucherie, fromages à la coupe...).

Graphique 8



**Dépenses de consommation des ménages en alimentaire
(en millions d'euros aux prix de l'année précédente chaînés)**

Source INSEE



¹ <https://www.kantar.com/fr/inspirations/consommateurs-acheteurs-et-distributeur/2023-analyseconsommation1t2023>

² <https://www.kantar.com/fr/inspirations/consommateurs-acheteurs-et-distributeur/2023-conjonctureooh2022>

³ INSEE (2023), « En mars 2023, la consommation des ménages en biens baisse de nouveau (-1,3 %) », *Informations Rapides*, n°111, avril 2023, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7614669#graphique-conso-biens-q2-fr>



- **L'autre tendance forte, qui s'inscrit dans l'objectif de limiter les dépenses alimentaires, est logiquement la recherche du meilleur prix.** Cette stratégie trouve deux traductions dans les comportements d'achats.
 - o **La première consiste en des changements dans la fréquentation des enseignes de grande distribution.** Les gagnants de 2022 sont les enseignes bénéficiant de la meilleure image prix, notamment les enseignes dites à dominante de marque propre (ou hard discount), dont les parts de marché ont nettement progressé. Alors que les écarts de prix entre enseignes ont grimpé à des niveaux inédits, les consommateurs ont également diversifié les lieux d'achats, quitte à faire leurs courses en « morceaux », en se rendant dans plusieurs enseignes pour compléter leur panier et aller chercher le meilleur prix par produit.
 - o **Le second volet de cette orientation vers le meilleur prix est la descente en gamme.** Selon Circana, sur l'année 2022 les premiers prix gagnent ainsi + 7,4 % en volume pour les produits de grande consommation. La tendance se poursuit début 2023, puisque sur les quatre premiers mois de l'année les ventes des marques nationales baissent toutes en volume (- 7,5 % pour les grands groupes, - 6,3 % pour les groupes intermédiaires, et - 5,4 % pour les PME), ainsi que les marques de distributeurs ou MDD (- 1,7 % pour les MDD classiques, -10,7 % pour les thématiques). Seules les MDD dites économiques s'en sortent, en progression de + 11,8 % en volume. Les MDD bénéficient également d'une activité promotionnelle plus intense qui peut aussi expliquer la progression de leurs parts de marché, les enseignes de la grande distribution ayant ciblé les premiers prix et marques distributeurs en général pour les opérations du type trimestre ou panier anti-inflation par exemple. Par ailleurs, les Français se disent moins prêts à payer plus cher pour des produits biologiques, équitables, ou plus généralement de qualité. On observe une baisse du poids des dépenses sur ce type de produits en 2022 : - 0,5 % sur les MDD « terroir », - 2,5 % sur les produits issus du commerce équitable, - 5,4 % sur le bio selon Kantar.

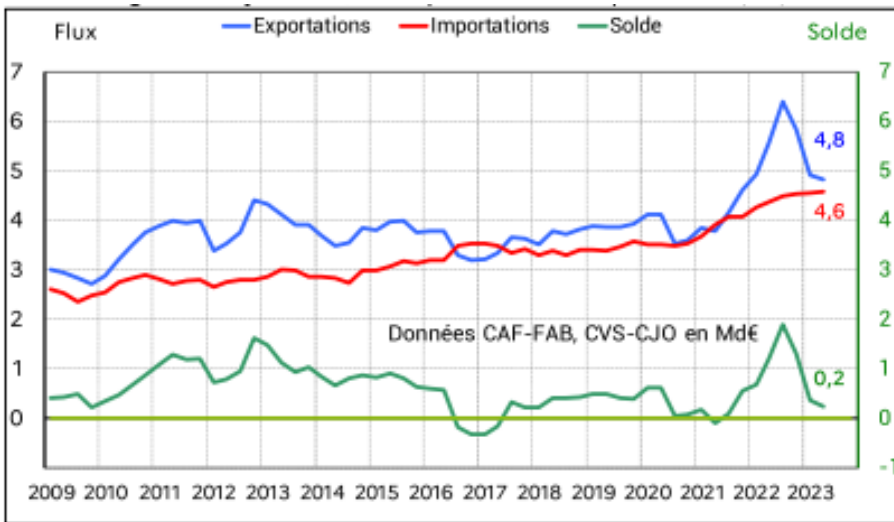
2023 : nouvelle phase de décrochage pour le commerce extérieur agroalimentaire français ?

En matière de commerce extérieur agroalimentaire, les années se suivent mais ne se ressemblent pas. Alors que 2022 s'est achevée sur un excédent commercial élevé (près de 11 milliards d'€, avec des secteurs enregistrant des poussées d'exportations impressionnantes, comme en viticulture et en céréales), le premier semestre de 2023 va se terminer sur un repli de l'excédent de l'ordre de - 2 milliards d'€. Il se fixerait à + 3 milliards, contre + 5 au premier semestre 2022. La forte contraction des exportations de céréales, la baisse des ventes d'animaux vivants, ainsi que l'érosion de celles des animaux transformés (viande bovine, viande porcine, et surtout volaille), explique ce retournement de situation. A titre d'illustration, le déficit en viande de volaille est passé de -343 à -527 millions d'€ sur les cinq premiers mois de l'année (graphiques 7 et 8).

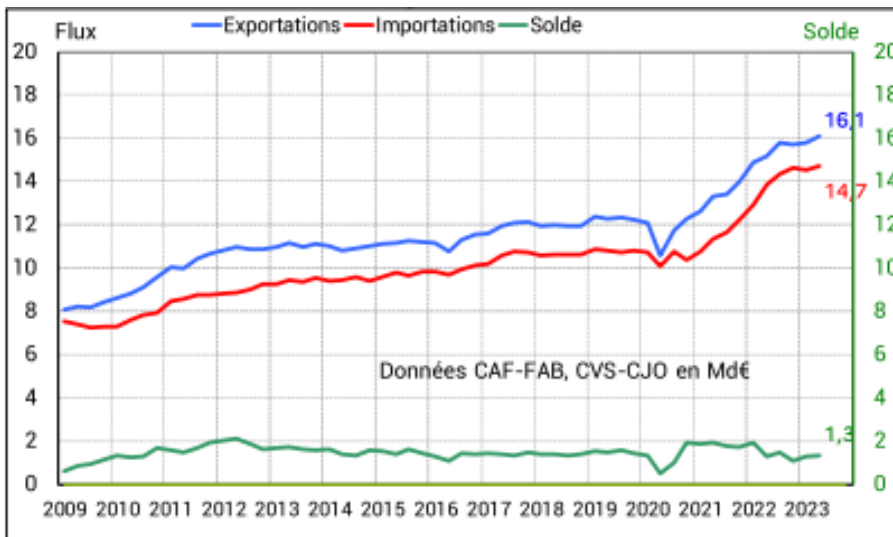




Graphique 7
Flux commerciaux produits agricoles



Graphique 8
Flux commerciaux produits transformés

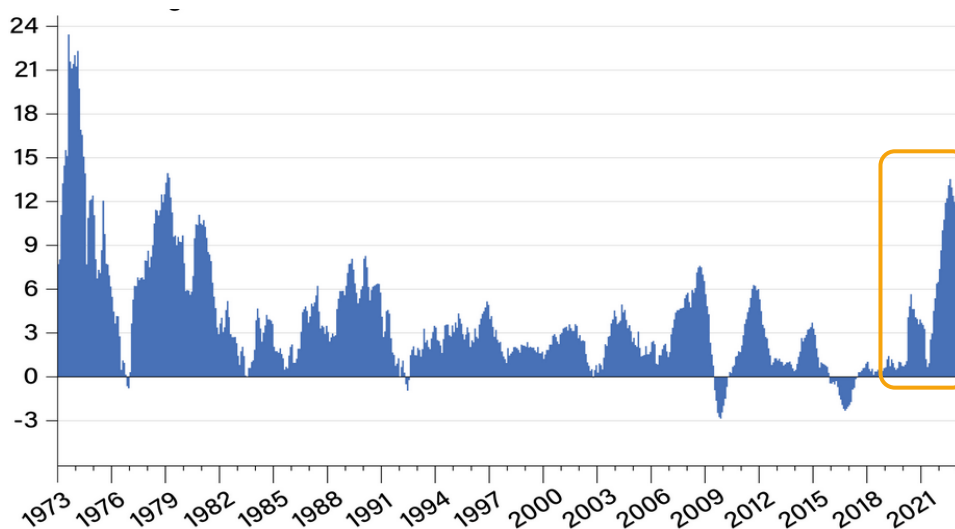


Compléments d'information

1. Sur l'année 2023/2024, les estimations de production sont subordonnées aux répercussions du **phénomène météorologique El Niño**, lequel devrait se répandre en fin d'année et au début de 2024. De forts épisodes de chaleurs et de sécheresse devraient affecter les productions dans l'Hémisphère Sud (Brésil pour le soja et la canne à sucre, Indonésie pour le riz et l'huile de palme, Inde pour le riz, la canne à sucre, le blé et la pomme de terre, Australie, pour l'orge et le colza), et, ainsi, accentuer les risques de ruptures partielles ou totales de récoltes. De nouvelles tensions sur la formation des prix pourraient en résulter, compromettant la sécurité alimentaire mondiale.
2. On a beaucoup parlé de l'inflation en France et du comportement des français en matière d'achats de produits alimentaires. Par comparaison, le **cas des Etats-Unis** est également intéressant à observer (voir graphique d'inflation alimentaire aux Etats-Unis depuis les années 1970). L'indice des prix des produits alimentaires a augmenté de +25% sur la période 2022/2019. C'est la progression la plus forte depuis 40 ans. En matière d'inflation alimentaire, les Etats-Unis renouent avec la fin des années 1970. Les principaux produits ayant enregistré une forte hausse sont : la viande de volaille, les céréales et les produits de la boulangerie, les produits laitiers et la viande bovine.



Prix des produits alimentaires consommés à domicile aux Etats-Unis Une croissance de l'inflation plus rapide depuis ans



Source : USDA, Economic Research Service, from US Bureau of Labor





CONJONCTURE DE RENTREE

Crédit photo : Gettyimages



Chambres d'agriculture France

9, avenue George V, 75008 Paris
presse@apca.chambagri.fr

www.apca.chambagri.fr